

INTERVENTION AU 1ER MAI 1996

1- lutter ensemble car les problèmes des salariés et des étudiants sont identiques.

Pour l'ACE-UNEF, notre présence à ce 1er mai 1996 marque notre volonté d'être aux côtés du mouvement ouvrier pour la fête du Travail qui est célébrée aujourd'hui partout dans le monde. Mais si l'on devait vivre de symboles, cela ne serait pas suffisant. Nous sommes fiers d'avoir participé avec l'ensemble des organisations ouvrières au mouvement de novembre et décembre 95, d'avoir invité des représentants des syndicats CGT, CFDT, FO, FSU, FEN, SUD-PTT ovationné par 2000 étudiants à une des Assemblées Générales que nous tenions contre le budget de pénurie. Ce fut pour nous un des moments les plus émouvants lorsque nous sentions que salariés et étudiants nous étions une force qui nous paraissait invincible et que rien n'arrêterait. La jonction avec le monde du travail s'est réalisée naturellement, les étudiants ayant des membres de leurs familles, des connaissances dans les cortèges des cheminots, d'EDF, de France Télécom,... Mais le rapprochement rapide qui s'était exécuté portait aussi sur le fait que la casse de la Sécu concernait aussi les étudiants, que la défense du service public constituait un acquis social pour l'ensemble de la société et donc des étudiants...

En vérité, le monde du travail et le monde étudiant n'ont aucun intérêt à s'ignorer. La société française doit être prise comme un tout et quand un secteur de notre société évolue elle entraîne le reste de la société avec lui. Quand les postes de travail se déqualifient, c'est le système éducatif qui suit le mouvement.

2- les prochaines attaques : La commission fauroux & les États Généraux

A ce propos, je voudrai faire part à notre rassemblement de l'inquiétude que nous avons au sujet de différentes mesures qui sont proposées aux étudiants pour les mois à venir. Il paraît que cela s'appelle des réformes, nous, à l'ACE-UNEF nous préférons dire des contre-réformes. La commission Fauroux vient de présenter quelques «idées». On peut dire qu'il s'agit ni plus ni moins de transformer chaque université en entreprise avec un président jouant au chef d'entreprise pouvant révoquer le personnel enseignant et ouvrier s'il n'en est pas satisfait. Il est aussi question de développer la professionnalisation des filières ce qui revient à mettre l'ensemble des formations sous la coupe du patronat.

Remarquons que ces propositions ne sont pas nouvelles et constituent l'exacte continuation de la politique universitaire depuis près de 30 ans. On peut dire que la commission Fauroux termine le sale travail inauguré après les premières mesures de déréglementation du début des années 70 concernant la

dénationalisation des diplômes, la gestion décentralisée des personnels et l'introduction de groupes de pression dans les conseils d'administration poussant au démantèlement du service public de l'enseignement supérieur

Parallèlement aux travaux de cette commission, le ministre de l'Éducation Nationale et de l'enseignement supérieur, M. Bayrou joue le démocrate avec des États Généraux qui n'ont qu'un seul but : intégrer l'ensemble des forces syndicales à sa politique générale. Les États Généraux ont des cadres pré-définis qui nous sont imposés. Il est question, par exemple, de créer un statut social étudiant sur la base de la casse de la Sécu et d'un budget de pénurie. Il nous est demandé de répartir différemment l'argent alloué à l'aide sociale étudiante. Ainsi, il faut faire des choix. Si on augmente les Bourses, il faudra diminuer une autre ligne budgétaire comme les subventions aux Restaurants universitaires, par exemple. C'est la cynique loi de la pénurie budgétaire et de la réduction des déficits publics. De même, M. Bayrou propose de créer une grande filière technologique totalement soumise au patronat. Le patronat pourrait avoir un contrôle sur le contenu des formations, être présent dans les jurys d'examens et former une main d'oeuvre à la mesure de la déqualification que subissent les métiers.

Nous ne pouvons pas accepter les cadres des débats car cela reviendrait à être inutile aux étudiants, à revenir en-deçà des revendications du mois de novembre.

Nous voyons bien que les grandes lignes de Bayrou sont connues, que les États Généraux représentent une série de cadres dans lesquels on tente d'enfermer les syndicats. A l' ACE-UNEF, nous pensons que si l'on veut mobiliser les étudiants, défendre le cadre public et national des diplômes et de l'université, nous ne pouvons nous intégrer à la logique des États Généraux. Nous ne pouvons cautionner le texte qui en sortira au mois de juin. Notre organisation prendra les initiatives appropriées pour appeler les étudiants à la mobilisation.

Pour terminer, notre organisation fera tout pour aller dans le sens de l'unité des luttes, dans le respect des revendications catégorielles mais en ayant à l'esprit que le gouvernement n'a qu'un objectif. C'est celui d'aller à une régression généralisée pour l'ensemble de la population tant sur le plan économique que social. Cela ne constitue-t-il pas une base d'actions pour nous tous ?